

**Union européenne - Lutte contre le
terrorisme - États-Unis - Brexit -
Point de presse conjoint de M.
François Hollande, président de la
République, et de Mme Angela
Merkel, chancelière de la
République fédérale d'Allemagne -
Propos de M. Hollande**
(Berlin, 27 janvier 2017)

Mesdames, Messieurs,

Je suis de nouveau à Berlin. Ce n'est pas la première fois, ce n'est pas la dernière non plus.

Avec la chancelière nous avons à préparer les échéances qui viennent - Malte, Rome - mais nous avons aussi à réaffirmer une amitié et une force à travers la relation entre la France et l'Allemagne.

Nous avons aussi à montrer une solidarité qui n'a jamais fait défaut. Chaque fois que la France a pu être attaquée et elle l'a été, Angela Merkel était à nos côtés. Je me souviens encore de sa présence lors du défilé du 11 janvier 2015. Elle fut d'ailleurs la première à m'appeler pour me dire que ce serait un beau symbole que de nous retrouver tous, chefs d'État et chefs de gouvernement, d'abord de l'Union européenne mais aussi du monde entier à Paris, pour marquer notre attachement à la liberté, à la culture et au mode de vie qui est le nôtre.

Ensuite, il y a eu hélas d'autres attentats à Paris, à Nice et la chancelière était toujours là. Si elle ne pouvait pas l'être physiquement, elle l'était moralement, politiquement et humainement.

Aujourd'hui, nous allons être ensemble sur cette place de Berlin où il y a eu un acte terroriste effroyable, nous serons de nouveau solidaires et en même temps fiers de ce que nous représentons, c'est-à-dire des démocraties, des pays libres et aussi une Europe qui veut défendre ce qu'elle représente dans le monde. Bien sûr protéger ses frontières, assurer sa protection et sa sécurité mais aussi porter des valeurs.

C'est pour cela que nous sommes Européens. Nous sommes Européens pour être plus prospères à travers les marchés, avec une monnaie, mais nous le sommes aussi pour être plus solidaires et également plus forts ensemble que nous ne le serions séparément.

La France a les moyens de se défendre par elle-même. C'est ce qui fait d'ailleurs son indépendance. Elle pourrait imaginer son destin hors de l'Europe mais ce serait perdre l'idée

même de ce qu'est la France. Car la France est européenne et elle conçoit son destin avec d'autres.

Sur le plan économique, nous savons que ce que nous pouvons faire ensemble, à condition d'être orienté dans la direction de la croissance et de l'emploi et des nouvelles technologies, et être utile à nos concitoyens. Voilà pourquoi la relation, l'amitié entre la France et l'Allemagne sont si importantes notamment dans ces circonstances.

Il est vrai, comme l'a dit Angela Merkel, qu'il y a beaucoup de menaces, beaucoup de défis à relever. Menaces du terrorisme, les guerres qui sont à nos portes. Et menace climatique. Je reviens d'Afrique et d'Amérique latine : où l'on voit les conséquences immédiates de la dégradation des conditions du climat et l'impact du réchauffement.

Il y a aussi des défis. Parlons très franchement, il y a le défi que pose la nouvelle administration américaine par rapport aux règles commerciales, par rapport aussi à ce que doit être notre position pour régler les conflits dans le monde. Nous devons bien sûr parler à Donald Trump, puisqu'il a été choisi par les Américains pour être leur président. Mais nous devons le faire aussi avec une conviction européenne et la promotion de nos intérêts et de nos valeurs. C'est pourquoi il est si important de, non seulement nous concerter, mais de nous rapprocher. C'est ce que nous avons à faire à Malte et à Rome.

Il y a également le défi du Brexit puisque les choses sont engagées, confirmées. Il était d'ailleurs nécessaire que la clarification intervienne. Nous devons donc nous préparer à cette négociation mais aussi à ce que nous avons à faire à vingt-sept, d'où les deux rendez-vous, Malte et Rome. À Malte, ce sera essentiellement la question de la protection de nos frontières, de la sécurité, du rapport avec la Libye et plus largement avec l'Afrique. Nous avons aussi à définir comment la feuille de route de Bratislava peut maintenant être précisée, amplifiée.

Ce que nous aurons donc aussi à porter à Rome pour le sixième anniversaire du Traité. Il y a soixante ans, c'était une Europe différente dans un monde différent. Aujourd'hui, cela doit être une Europe nouvelle dans un monde incertain. Voilà ce que nous avons à formuler.

Je suis convaincu que la France et l'Allemagne, pour ce rendez-vous de Rome, ont un rôle particulier. Non pas parce qu'on aurait à imposer à nos partenaires une direction, mais parce que nous avons cette responsabilité historique, par rapport à ce que représentent nos deux pays.

Alors nous allons travailler encore, comme nous l'avons d'ailleurs fait depuis maintenant près de cinq ans ensemble, pour faire avancer l'Europe et pour répondre au défi du populisme. Parce que, parlons là aussi très franchement, ce qui menace l'Europe ce n'est pas à l'extérieur seulement, c'est l'intérieur. C'est-à-dire la montée des extrémismes qui utilisent l'extérieur pour créer la dislocation à l'intérieur. Face au populisme, il faut s'adresser au peuple et lui dire que son intérêt, ses valeurs, son avenir sont liés à ce que nous allons décider en Europe et pour l'Europe. Voilà pourquoi aujourd'hui plus que jamais, l'Europe doit être politique./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)